

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 4 septembre 2017

Chancellerie d'Etat

10 2017.RRGR.198 Motion 079-2017 Giauque (Ittigen, PLR) La mémoire historique des femmes suisses est en danger!

N° de l'intervention: 079-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 23.03.2017
Déposée par: Giauque (Ittigen, PLR) (porte-parole)
Linder (Berne, Les Verts)
Hässig Vinzens (Zollikofen, PS)
Kohli (Berne, PBD)
Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Cosignataires: 56
N° d'ACE: 626/2017 du 21 juin 2017
Direction: Chancellerie d'Etat

La mémoire historique des femmes suisses est en danger!

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de reconnaître que les Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse de la Fondation Gosteli sont un bien culturel d'importance nationale du point de vue cantonal aussi;
2. de combattre à l'aide de mesures appropriées la dissolution, le démembrement, et un éventuel déménagement dans un autre canton qui menacent ces Archives à moyen ou à long terme;
3. de remplir son rôle de partenaire subsidiaire de sorte à ce qu'on puisse demander à la Confédération de reprendre en considération et libérer de potentielles contributions;
4. d'exploiter de manière appropriée les possibilités prévues dans la loi sur la protection du patrimoine (LPat) et l'ordonnance sur la protection du patrimoine (OPat) pour les Archives de la Fondation Gosteli;
5. de mettre en route une collaboration transversale entre les Archives de l'Etat et l'Office de la culture.

Développement:

La Fondation Gosteli a pour but d'encourager l'indépendance, la collaboration, la compréhension mutuelle ainsi que la solidarité des femmes actives en politique sur la base d'un Etat de droit libéral au-delà des frontières partisans. La Fondation collecte, conserve et décrit les fonds d'archives des principales associations féminines suisses ainsi que des archives privées de femmes ayant joué un rôle important dans l'histoire contemporaine dans les Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse.

La Fondation Gosteli est neutre sur les plans politique et confessionnel; elle s'engage en faveur d'une analyse non idéologique de l'histoire du mouvement des femmes en Suisse. Les Archives, uniques et d'importance historique, constituent la mémoire historique des femmes en Suisse. La portée scientifique et la gestion professionnelle de ses fonds sont incontestées dans les milieux spécialisés. C'est pourquoi elle figure à l'Inventaire suisse des biens culturels d'importance nationale et régionale et joue un rôle majeur pour le pôle de recherche de Berne.

Malgré une absence de droits politiques, les femmes, avec leurs associations, ont rempli des missions d'intérêt général et ainsi apporté une contribution importante aux tâches publiques (particulièrement au niveau communal) depuis le milieu du 19^e siècle. Des documents écrits, des archives d'associations et des publications variées qui, dans leur ensemble, documentent le travail des femmes ont par conséquent été produits.

Longtemps, les archives publiques n'ont pas pu s'occuper des fonds du mouvement féminin suisse, car cela ne faisait pas partie de leur mandat de collection légal, l'engagement des femmes ne s'inscrivant pas dans la politique officielle et l'activité administrative. C'est pour pouvoir donner une histoire aux femmes aussi et reconnaître qu'elles ont contribué à écrire l'histoire que Marthe Gosteli, aujourd'hui âgée de 99 ans, a fondé en 1982 la Fondation et a sauvegardé ces documents uniques pour l'avenir. Marthe Gosteli, en tant que pionnière du mouvement des femmes en Suisse, a elle-même activement participé à l'un des plus grands mouvements de libération du 20^e siècle. Grâce à son engagement, la Fondation et les Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse ont pu être financièrement indépendantes depuis leur création. Cependant, il a régulièrement fallu compenser les excédents de dépenses annuels avec le patrimoine de la Fondation et des injections de fortune privée de la fondatrice. Après 35 ans au service du public et de la recherche, les fonds propres de la Fondation déclinent lentement. A plus long terme, l'institution ne pourra plus exister que grâce à des contributions financières de tiers.

La Fondation Gosteli a déjà sollicité des contributions de la Confédération dans les années 1990. Même si l'Office fédéral de l'éducation et de la science avait approuvé la demande et qu'il avait sollicité une contribution fédérale de 205 000 francs auprès du Conseil fédéral, ce dernier a rejeté la demande au motif que la Fondation ne disposait pas d'autres sources de financement publiques pour l'exploitation des Archives Gosteli (pas de subsidiarité). La Fondation peut afficher un autofinancement annuel à cinq chiffres, composé de revenus des prestations de services ainsi que de dons et d'aides.

La loi sur la protection du patrimoine (LPat) définit les archives comme étant un bien du patrimoine mobilier à l'article 2, alinéa 3 et règle les aides financières à l'article 29. Dans son rapport du Conseil-exécutif de 1999 concernant la LPat, Conseil-exécutif explique au sujet de l'article 29, lettre d qu'«une organisation qui s'est fixé comme objectif la conservation et la restauration irréprochable sur le plan scientifique de documents culturels devrait pouvoir bénéficier de subventions en vertu du présent article.»

L'article 7 de l'ordonnance sur la protection du patrimoine (OPat) définit quant à lui les services compétents du canton. Selon l'alinéa 1, lettre a, les Archives de l'Etat sont compétentes pour la Fondation Gosteli mais la coordination incombe, selon l'alinéa 2, à l'Office de la culture.

La Fondation Gosteli doit absolument subsister, parce que

- jusqu'en 1971, les femmes ne faisaient pas partie des structures de l'Etat car elles n'avaient pas de droits politiques et que par conséquent, leur histoire n'a pas été documentée dans les dossiers de l'Etat; la manière dont ces archives ont été constituées, en-dehors de l'administration, reflète en soi la situation particulière des femmes en Suisse à cette époque;
- sans ces Archives, l'histoire suisse du 20^e siècle ne serait pas complète;
- le pôle de recherche de Berne est renforcé;
- depuis 35 ans, un service public gratuit de haut niveau est garanti pour les universités, les écoles et le public;
- les archives publiques ne voulaient initialement pas reprendre ces fonds.

Réponse du Conseil-exécutif

La Fondation Gosteli a été fondée en 1982 par Marthe Gosteli afin que les «Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse» soient gérées par un organisme indépendant. Elle était convaincue de la nécessité de transmettre à la postérité le vaste matériel d'archive qu'elle a d'une part collecté elle-même durant sa lutte pour les droits des femmes et qui lui a été d'autre part transmis par les associations féminines et les pionnières du mouvement des femmes, selon sa devise principale: «Il n'y a pas d'avenir sans connaître l'histoire».

A l'heure actuelle, la Fondation Gosteli détient environ un kilomètre linéaire de matériel, qui se compose des archives, de la bibliothèque et de la documentation (collection de coupures de presse). Les documents sont décrits selon les normes internationales relatives aux bibliothèques et aux archives et peuvent en majeure partie être consultés via des banques de données en ligne. Plusieurs pièces sont encore proposées chaque année à la Fondation Gosteli, qui les collecte lorsqu'elles présentent une valeur archivistique.

Les Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse ont acquis une renommée internationale ainsi qu'une grande valeur historique et scientifique. Sans les documents réunis par Marthe Gosteli, nous en connaîtrions nettement moins sur l'histoire des femmes aux 19^e et 20^e siècles et

sur leur combat pour l'égalité ainsi que le droit de vote. La Fondation Gosteli retrace non seulement l'histoire des femmes, mais aussi une partie importante de l'histoire de la démocratie en Suisse. Depuis sa création, la Fondation Gosteli a toujours été financée par des fonds privés. Les excédents de dépenses enregistrés quasiment chaque année ont systématiquement été pris en charge par la fondatrice. Cela ne sera plus possible étant donné que Marthe Gosteli est décédée dans sa 100^e année, le 7 avril 2017. Fin 2016, la Fondation Gosteli disposait de réserves financières lui permettant de fonctionner dans le cadre actuel pendant encore deux ans environ. Rien n'indique que la succession de la fondatrice prenne en compte la fondation de sorte qu'elle puisse poursuivre ses activités durablement sans soutien supplémentaire. Il faut donc partir du principe que la fondation devra être liquidée si l'on ne trouve pas de modèles de financement alternatifs ces prochaines années.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les différents points de la motion:

1. Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires en ce qui concerne l'importance des Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse pour le canton. Comme son nom l'indique, il s'agit d'une institution à vocation nationale. Elle présente cependant un lien fort avec le canton de Berne. D'une part, sur le plan géographique, elle est étroitement liée à l'ancienne ferme d'Altikofen dans la commune d'Ittigen, dont la famille Gosteli a été propriétaire durant des générations et qui est quasiment devenue synonyme des Archives Gosteli. D'autre part, Marthe Gosteli était fière d'être bernoise, notamment en raison de ses origines de fille de paysan bernois et de petite-fille de deux députés du canton, comme elle l'a toujours souligné. En tant que femme influente et fortunée dotée d'une grande détermination, elle a joué un rôle décisif au sein du mouvement bernois pour le droit des femmes, important dans le contexte national. Enfin, comme nous l'avons déjà mentionné, la Fondation Gosteli témoigne aussi d'un aspect important de l'histoire de la démocratie dans notre pays. Vu que le développement de la participation de la société aux institutions politiques est par nature étroitement lié à la Région capitale suisse en tant que centre politique du pays, la pérennité de la fondation est très importante pour le canton de Berne de ce point de vue également. Les explications qui précèdent indiquent clairement que le Conseil-exécutif reconnaît l'importance des Archives Gosteli pour le canton. Il propose donc d'adopter le point 1 de l'intervention et de le classer.
2. En raison de l'importance des Archives Gosteli, le Conseil-exécutif estime nécessaire de développer des mesures permettant de garantir leur unité et leur emplacement. Si les archives de la Fondation Gosteli étaient confiées à une autre institution, il faudrait s'attendre à ce que leur unité soit menacée ou du moins à ce que les chercheurs et chercheuses ne puissent plus la reconnaître en tant que tout. De plus, on peut présumer qu'aucune institution ne serait prête à reprendre la bibliothèque spécialisée dans son intégralité. Or, une dissolution réduirait fortement non seulement la visibilité des Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse, mais aussi leur exploitabilité. Les trois collaborateurs et collaboratrices des Archives disposent par ailleurs d'un grand savoir-faire et peuvent conseiller les visiteurs et visiteuses en détail. Si les Archives Gosteli étaient reprises par une autre institution, ce savoir serait perdu et devrait être acquis de nouveau. Les relations étroites qui ont été créées ces dernières années avec l'Université de Berne ne pourraient également pas être maintenues en cas de déménagement des Archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse.
3. Le Conseil-exécutif estime que la Fondation Gosteli nécessite un système de financement à piliers multiples impliquant différents partenaires. Si une telle solution était trouvée, il est disposé à examiner une participation du canton de Berne sous forme d'un financement subsidiaire. A cet égard, il conviendrait d'établir une collaboration étroite avec les partenaires potentiels, en particulier avec la Confédération. Déjà dans les années 1990, les services fédéraux responsables se sont dits prêts à demander au Conseil fédéral une contribution pour préserver la Fondation Gosteli. A l'époque, l'affaire n'avait toutefois pas abouti car d'autres sources de financement public faisaient défaut. Diverses activités en cours indiquent qu'au niveau fédéral, la volonté de soutenir la Fondation Gosteli semble toujours présente.
Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est disposé à examiner les mesures nécessaires au niveau cantonal et à charger la Chancellerie d'Etat d'élaborer des solutions viables pour maintenir les Archives Gosteli sur le domaine d'Altikofen.
4. Le Conseil-exécutif est prêt à exploiter les possibilités prévues par le droit en vigueur. Il est nécessaire d'examiner si les dispositions de la législation sur la protection du patrimoine peuvent constituer une base légale pour un possible financement et s'il faudrait créer des bases légales

supplémentaires pour garantir un éventuel soutien à long terme de la Fondation Gosteli. Par conséquent, le Conseil-exécutif propose l'adoption du point 4 de la motion sous la forme moins contraignante du postulat.

5. La collaboration entre Directions et les échanges entre les Archives de l'Etat et l'Office de la culture sont déjà établis et mis à contribution lors du traitement de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption et classement

Chiffre 2: adoption

Chiffre 3: adoption sous forme de postulat

Chiffre 4: adoption sous forme de postulat

Chiffre 5: adoption et classement

La présidente. Damit kommen wir zu den Geschäften der STA. Ich begrüsse dazu den Staatschreiber, Christoph Auer. Die Motion unter Traktandum 10 wurde von Herrn Grossrat Giauque eingereicht. Er ist aber heute Nachmittag nicht anwesend, deshalb wird Frau Grossrätin Linder den Vorstoss vertreten.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die Gosteli-Stiftung ist uns allen ein Begriff. Dies spätestens seit publik wurde, dass das Fortbestehen der Stiftung in Gefahr ist. Der Grund dafür ist, dass die Eigenmittel der Stiftung langsam zu Ende gehen. Die Stiftung wurde 1982 von Marthe Gosteli gegründet. Sie war eine Pionierin der Schweizer Frauenbewegung. Frau Gosteli war in die Vorbereitung dieser Motion involviert. Kurz nach der Verleihung des Kulturpreises der Burgergemeinde Bern verstarb Frau Gosteli. Sie ist im Wissen darum gestorben, dass es Bestrebungen gibt, das Fortbestehen des Archivs, das man mit Fug und Recht das historische Gedächtnis der Schweizer Frauenbewegung nennen kann, zu retten. Diese Bestrebungen, das Fortbestehen des Archivs zu sichern, laufen bereits seit dem Jahr 2005 und wenn man es genau nimmt, eigentlich schon seit den 90er-Jahren. Wir haben hier im Grossen Rat parteiübergreifend die vorliegende Motion eingereicht, weil uns die Wichtigkeit dieses Archivs für den Kanton Bern sehr am Herzen liegt. Bestrebungen zur Rettung des Archivs sind auch auf Bundesebene im Gang. Wir diskutieren jetzt also über die vorliegenden Punkte, die den Fortbestand des Archivs sichern sollen.

Ich danke der Verwaltung für die differenzierte, wohlwollende Antwort, die klar aufzeigt, dass der Kanton Bern sehr wohl daran interessiert ist, dass das Archiv der Gosteli-Stiftung auch zukünftig weiterbestehen kann. Zuerst erlaube ich mir, Ihnen nochmals die Wichtigkeit des Archivs zu erläutern, und komme anschliessend zu den einzelnen Motionspunkten. Mir ist wichtig, dass Sie die Zusammenhänge und Überlegungen sehen, die hinter diesen einzelnen Punkten stehen. Die Schweizer Frauengeschichte ist wegen des fehlenden Frauenstimmrechts, das ja erst 1971 eingeführt wurde, unvollständig. Diese Geschichte fehlt also in den staatlichen Akten. Marthe Gosteli hat die Unterlagen zur Frauengeschichte systematisch gesammelt, und so dazu beigetragen, dass die Schweizer Geschichte des 20. Jahrhunderts vervollständigt wurde. Das Gosteli-Archiv dient heute Universitäten, Schulen, Geschichtsinteressierten und Filmemachern für deren Recherchen. Wer dort etwas sucht, wird je nach dem vor Ort beraten oder erhält telefonisch oder schriftlich Auskunft zu seinem Anliegen. Dieser Service public ist kostenlos. Im Archiv findet man Unterlagen zu Frauenorganisationen und Frauenverbänden, aber auch Unterlagen aus persönlichen Nachlässen. Der Fokus der Sammlung liegt dabei auf Unterlagen über Frauen, welche Politik, Wirtschaft, Kultur, Gesellschaft und Familie nachhaltig geprägt haben. Die staatlichen Archive waren nicht gewillt, die Bestände des Gosteli-Archivs aufzunehmen. Die ersten Bestrebungen dazu fanden bereits in den 90er-Jahren statt. Die Stiftung konnte sich bisher aus eigenen Mitteln finanzieren, wie ich bereits gesagt habe. Jetzt gehen diese Eigenmittel eben zu Ende. Es muss also eine Lösung für das Archiv gefunden werden, und diese Lösung sehen wir Motionärinnen und der Motionär in der konkreten Umsetzung der Motionspunkte.

Damit komme ich zu den einzelnen Motionspunkten. Beim ersten Punkt der Motion ist uns wichtig, dass wir ein klares Statement für die Anerkennung des Archivs abholen konnten. Wir danken für die Motionsantwort und sind mit der Annahme und Abschreibung dieses Punkts einverstanden. Zum zweiten Punkt der Motion. Das Archiv von nationaler Bedeutung soll unbedingt in der Hand des Kantons Bern bleiben. Es wäre für den Kanton Bern ein grosser Verlust, wenn das Archiv beispielsweise in einen anderen Kanton abwandern würde. Die Gefahr, dass das sorgfältig zusammengetragene und archivierte Material auseinandergerissen würde, was zur Unvollständigkeit füh-

ren würde, ist zu gross. Wir danken Ihnen, wenn Sie Punkt zwei wie von der Regierung vorgeschlagen als Motion überweisen.

Zum dritten Punkt der Motion. Auf Bundesebene wurde in diesem Jahr ein gleichlautender Vorstoss mit insgesamt 97 Unterzeichnenden eingereicht. Die Behandlung im Nationalrat ist noch offen. Wenn der Kanton jetzt die Hand reicht, könnte der Bund mitziehen, zumal er im Jahr 1992 ein Gesuch um Bundesbeiträge mit der Begründung der fehlenden Subsidiarität abgelehnt hatte. In Punkt drei halten wir deshalb gern an der Motion fest, falls wir dafür hier im Rat eine Mehrheit finden. Zu Punkt vier der Motion. Im Vorfeld zur sehr sorgfältigen Vorbereitung dieser Motion, die nicht einfach so von heute auf morgen stattfand, sondern tatsächlich einige Jahre dauerte, hat man sich überlegt, dass es sinnvoll wäre, eine Gesetzesänderung anzustreben, welche die finanzielle Sicherung des Archivs festlegen würde. Dies jedoch nicht im Interesse, ein neues Gesetz zu fordern. Vielmehr klärte man ab, in welchem bestehenden Gesetz entsprechende Subventionen vorgesehen sind. Es zeigte sich, dass dies im Gesetz über die Denkmalpflege der Fall ist. Dort werden in Artikel 2 Absatz 3 Archive als mobile Denkmäler definiert, und dafür vorgesehene Staatsbeiträge und finanzielle Hilfen sind dann in Artikel 29 konkreter geregelt. Im Vortrag des Regierungsrats von 1999 zu diesem Gesetz steht: «[...]Auch eine Organisation, die sich die wissenschaftlich einwandfreie Konservierung und Restaurierung beweglicher Kulturdokumente zum Ziel setzt, könnte unter diesem Titel mit Beiträgen gefördert werden.» (*La présidente demande à l'oratrice de conclure.*) Der Regierungsrat hat mit dem Vortrag und der Grosse Rat mit der Annahme des Denkmalgesetzes also bereits 1999 die Möglichkeit geschaffen, dass Institutionen wie die Gosteli-Stiftung mit Beiträgen unterstützt werden können. Aus diesem Grund halten wir an der Motion fest. Zu Punkt fünf... (*La présidente coupe le micro.*)

La présidente. Wir haben Redezeiten, an die man sich halten müsste. (*L'oratrice dit encore rapidement comment elle aurait aimé traiter le point 5; ce qu'elle dit est complètement inaudible sans micro. Hilarité.*) – Ich gebe Frau Grossrätin Linder nochmals kurz das Wort und bin froh, wenn sie uns noch einmal ihre Haltung dazu bekannt gibt, wie die einzelnen Punkte – auch hinsichtlich der Abschreibung – behandelt werden sollen. So können sich die Fraktionen dann entsprechend dazu äussern.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Genau, vielen Dank, ich sage dies noch kurz. Ich habe in all den Jahren noch nie so lange hier vorne geredet, aber das hier ist mir ein wichtiges Anliegen. In Punkt eins der Motion sind wir Motionärinnen und der Motionär einig mit der Regierung: Annahme und Abschreibung. In Punkt zwei befürworten wir ebenfalls wie die Regierung die Überweisung als Motion. Punkt drei möchten wir nicht wie die Regierung vorschlägt als Postulat, sondern als Motion überweisen lassen. In Punkt vier des Vorstosses halten wir an der Motion fest, weil dies bereits eine gesetzliche Vorgabe ist und man hier nicht noch prüfen muss, welche Gesetze dafür möglich wären. In Punkt fünf sind wir ebenfalls für Annahme und Abschreibung, und vielleicht kann Herr Staatsschreiber Auer dann noch etwas zur erwähnten Zusammenarbeit sagen.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (PS). Frau Marthe Gosteli ist eine Frau, die Würdigung verdient. Sie hat etwas von grosser Bedeutung geschaffen. Der Vorstoss und auch die Antwort der Regierung zeigen, welche Bedeutung dieses Archiv hat; nicht nur für uns Frauen, sondern für die gesamte Schweizer Geschichte. Die Geschichte der Schweiz ist nicht vollständig ohne die Geschichte von uns Frauen. Und wir können stolz sein, dass eine Bernerin – und erst noch eine bürgerliche – diese Aufgabe übernommen hat. Wir müssen alles tun, damit dieses einzigartige Archiv erhalten bleibt. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt klar alle Punkte des Vorstosses als Motion, also auch die Punkte drei und vier. Letzteres im Gegensatz zur Haltung der Regierung.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Für viele von uns und auch für mich sind Archive normalerweise etwas Staubiges, und nicht sehr spannend. Im Gosteli-Archiv ist das erstaunlicherweise anders. Im Oktober 2013 hat das Frauennetzwerk der EVP Kanton Bern zu seinem 5-Jahres-Jubiläum das Gosteli-Archiv besucht. Wir waren nicht nur von Frau Gosteli selber beeindruckt, sondern auch vom Archiv. Wir haben begriffen: Das hat ja mit uns persönlich, mit unserer Geschichte etwas zu tun! Es hat etwas damit zu tun, dass wir heute das Frauenstimmrecht haben, dass wir Frauen heute hier am Rednerpult stehen und unsere Forderungen direkt einbringen können. Es ist ein Glücksfall, hat Frau Gosteli früh erkannt, dass die Dokumente der Frauengeschichte nicht gesammelt werden, und dass diese Archivarien verloren gehen, wenn sie nicht selber tätig wird. Dank ihr wurde es mög-

lich, dass die Entwicklungen der Frauenbewegung heute so gut dokumentiert sind. Dies bedeutet wiederum, dass die Rolle der Frauen in der jüngeren Schweizer Geschichte dadurch auch wirklich gezeigt werden kann. Wir hören im Moment viel vom 500-Jahr-Jubiläum der Reformation, und auch viel von den Reformatorinnen. Wir wissen, dass es Frauen gab, die während der Reformation Wichtiges gesagt haben, aber wir wissen vielfach ganz wenig über sie. Für die EVP ist klar, dass dieses Archiv möglichst so, wie es heute ist, erhalten bleiben soll. Es muss nicht zuletzt auch der Forschung zu diesen Themen weiterhin offenstehen. Wir sind sehr froh, dass es offenbar Ansätze in dieser Richtung gibt, sowohl auf Bundes- wie auch auf Kantonsebene. Die EVP unterstützt deshalb die Motionärinnen und Motionäre und möchte auch in den Punkten drei und vier an der Motion festhalten. Ansonsten sind wir mit dem Regierungsantrag einverstanden.

Verena Aebischer, Riffenmatt (UDC). Der Regierungsrat anerkennt in seiner Antwort, dass dieses Archiv auch aus kantonaler Sicht mit seinem Bezug zum Kanton Bern sehr bedeutend ist, und er unterstützt die Erarbeitung von geeigneten Massnahmen, um das Archivgut an einem gemeinsamen Standort sicher aufzubewahren. Die Motionäre fordern, dass die rechtlichen Grundlagen – die ja, wie wir vorgängig gehört haben, bereits vorhanden sind – auch umgesetzt werden und die entsprechend geregelten Finanzhilfen dafür verwendet werden. Die SVP-Fraktion hat sich in allen Punkten grossmehrheitlich wie die Regierung ausgesprochen. Eine Annahme der Ziffern drei und vier als Motion würde allerdings nur eine geringe Unterstützung finden.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Die Gosteli-Stiftung dokumentiert nicht nur die Geschichte der Frauen, sondern auch einen wichtigen Teil der Demokratiegeschichte der Schweiz. Zugegeben, ich bin nicht mehr die Jüngste. Trotzdem fühle ich mich auch noch nicht gerade uralte. Das Frauenstimmrecht wurde erst 1971 beschlossen, und das entspricht in etwa meinem Alter. Also kann ich mit etwas Humor sagen: doch noch recht jung! Aber auch vor mir wurde Geschichte geschrieben, und zum Glück haben wir in unserem Land viele Frauen, die mitgetragen haben. Unsere Demokratie zeichnet sich mitunter dadurch aus und ist weltweit ein einzigartiges Beispiel dafür, dass wir eine echte und wahre Demokratie mit Männern und Frauen leben. Das hat nicht erst vor gut 45 Jahren mit dem Stimmrecht der Frauen begonnen. Frauen prägen, tragen und gestalten schon viel länger mit. In der Gosteli-Stiftung sind dazu sehr viele Dokumente hinterlegt. Es ist uns ein Anliegen, dass diese halt- und greifbar bleiben. «Ohne Geschichte keine Zukunft», so das persönliche Statement von Marthe Gosteli. Dass Geschichte und Entwicklung nicht vergessen gehen dürfen, spricht für die Unterstützung dieser Motion. Die Frauengeschichte steht eben für das grosse Engagement auch von bürgerlichen Frauen für die Gleichberechtigung in unserer christlich geprägten Gesellschaft. Die EDU-Fraktion unterstützt dieses Anliegen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). In etwa zwei Minuten werde ich Ihnen sagen können, was es für ein Gefühl ist als Quotenmann unter den Fraktionssprechenden. Der Antwort des Regierungsrats ist in aller Klarheit zu entnehmen, dass er eine tragfähige, zukunftsorientierte Lösung für das Gosteli-Archiv nicht nur suchen, sondern auch finden will. Die Antwort ist zielorientiert, präzise und ausgewogen. Wichtig wird sein, dass die Lösung auch einen substantiellen Beitrag des Bundes umfassen wird. Dass dies unabdingbar ist, geht bereits aus der Zweckbestimmung des Archivs hervor. Es geht nämlich um die Geschichte der schweizerischen Frauenbewegung und nicht der bernischen Frauenbewegung. Dass sich der Kanton Bern hier auch als Standortkanton in angemessener Art und Weise beteiligen soll, ist aber ebenso klar. Die FDP-Fraktion unterstützt die Anträge des Regierungsrats in allen Punkten. Sie wird also grossmehrheitlich die Punkte drei und vier als Postulat unterstützen.

Vania Kohli, Berne (PBD). Für die BDP-Fraktion ist es wirklich ein Glück, dass sich nebst dem Staatsarchiv im Kanton Bern noch andere Institutionen um die Sicherung des historischen Erbes kümmern. Die meisten Gemeindearchive sind zwar leider keine grosse Hilfe, aber Institutionen wie die Burgerbibliothek Bern sind für den Kanton Bern von unschätzbarem Wert und nehmen dem Staatsarchiv, das vergleichsweise minderdotiert ist, einen Teil der Last ab. Genau eine solche Institution ist das Gosteli-Archiv, das von Marthe Gosteli gegründet wurde; einer durch und durch bürgerlichen Frau, die sich ihr Leben lang für die Gleichberechtigung der Frauen eingesetzt hat. Wie wir bereits gehört haben, sammelt das Gosteli-Archiv schweizweit Zeugnisse der gesamten Frauenbewegung. Und es war auch wichtig, dass sich gerade eine bürgerliche Frau darum gekümmert hat, denn sonst wären diese Frauen wohl vergessen worden. Die wesentliche Arbeit des

Gosteli-Archiv besteht dabei aber nicht nur im Sichern und Verwahren solcher Dokumente. Der wesentlichste Punkt, den andere Archive wie das Bundesarchiv oder das Staatsarchiv nicht übernehmen können und wollen, ist die Sammeltätigkeit; das heisst, auch das aktive Suchen nach Nachlässen von bekannten Frauen und bedeutenden Frauenorganisationen. Wir sind überzeugt, dass es dieses Archiv braucht. Wir sind überzeugt, dass eine Finanzierungsmöglichkeit gefunden werden muss. Wir sind überzeugt, dass der Regierungsrat dies tun muss, und befürworten deshalb die Motion. Wir werden grossmehrheitlich auch die Punkte 3 und 4 als Motion unterstützen. Selbstverständlich würden wir sie ebenfalls als Postulate unterstützen. In den anderen Punkten folgen wir den Anträgen des Regierungsrats.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Lieber Hans-Ruedi Saxer, ich finde es eigentlich ganz gut, erlebst du einmal das Gefühl, in der Minderheit zu sein; so, wie wir Frauen dies beispielsweise hier im Rat, aber auch sonst in verschiedenen Gremien erleben. Spass beiseite, die Entwicklung der Frauenrechte bis dahin, wo wir heute stehen – wir sind ja noch nicht ganz ausgeglichen – war für uns eine wichtige Grundlage. Wir können bereits davon profitieren. Wir halten es für wichtig, dass dies dokumentiert wird, mit all den Erinnerungen und Unterlagen über die Entwicklungen, die zu den heute bestehenden Rechten der Frauen geführt haben. Das soll auch für unsere Nachkommen weiterhin zugänglich sein.

Ich kann es relativ kurz machen und mich dem Votum meiner Vorrednerin anschliessen. Die glp-Fraktion ist eigentlich derselben Meinung wie die Regierung. Aber in den Punkten drei und vier werden einige von uns auch eine Motion unterstützen, weil es eben wichtig ist, dass dies weitergeführt wird. Darin sind wir teilweise unterschiedlicher Meinung. Wir hoffen aber alle, der Vorstoss werde zumindest so unterstützt, wie es die Regierung vorschlägt.

La présidente. Frau Grossrätin Linder hat das Wort als Fraktionssprecherin der Grünen.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion überweist den Vorstoss in allen Punkten als Motion.

La présidente. Damit kommen wir zu den Einzelsprechern.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich habe hier noch eine Deklaration zu machen bezüglich des Archivs für Agrargeschichte. Anhand dieses Archivs möchte ich exemplarisch zeigen: Wenn wir seitens des Kantons bereit sind, hier zu unterstützen, dann gäbe es natürlich noch diverse andere solche Institutionen, die ebenfalls auf eine kantonale Unterstützung hoffen. Das Archiv für Agrargeschichte arbeitet in Teilen mit der Gosteli-Stiftung zusammen. In einem Evaluationsbericht zuhanden des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) hat der Schweizerische Wissenschafts- und Innovationsrat (SWIR) kürzlich betont, beim Archiv für Agrargeschichte handle es sich um eine Institution von nationaler Bedeutung – eigentlich ähnlich wie bei der Gosteli-Stiftung. Das Archiv für Agrargeschichte verfüge mit seinem wissenschaftlichen Infrastrukturangebot und dem breit gefächerten Forschungsprogramm über ein Profil, das für die geistige, soziale und kulturwissenschaftliche Forschung von gesamtschweizerischer Bedeutung sei. Es sei ein unverzichtbares Bindeglied zwischen den Aktenbildern und den staatlichen Archiven auf allen Stufen. Es habe über die Landesgrenzen hinaus eine bemerkenswerte Ausstrahlung. Das Archiv für Agrargeschichte trägt aus europäischer Perspektive wesentlich dazu bei, in der Schweiz eine Forschungslücke zu schliessen, die zwischen 1990 und heute entstanden ist. Wie gesagt, arbeitet dieses Archiv heute bereits in gewissen Teilen mit der Gosteli-Stiftung zusammen. Dabei geht es um Teile des Archivs der schweizerischen Bäuerinnen und des Landfrauenverbands. Dies betrifft unter anderem das Archiv von Frau Mina Hofstetter, einer Pionierin des biologischen und viehlosen Landbaus. Mein Votum richtet sich ganz klar nicht gegen die Gosteli-Stiftung. Ich möchte damit nur aufzeigen, dass es sehr viele Institutionen gibt, die ebenfalls gerne auf eine solche kantonale Unterstützung hoffen würden.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Es ist richtig, dass nicht alles aus der Vergangenheit, das wichtig ist, aufrechterhalten bleiben kann. Hier geht es aber um das historische Gedächtnis der Frauen, und dies, wie wir gehört haben, auch aus dem landwirtschaftlichen Bereich. Es ist ein Archiv von nationaler Bedeutung. Deshalb bitte ich Sie, die Punkte eins, zwei und fünf wie die Regierung und die Punkte drei und vier als Motion zu unterstützen.

Christoph Auer, chancelier. Ich kann mit Freude und Genugtuung feststellen, dass die Haltungen von Regierungsrat und Grosse Rat hier in fast allen Punkten deckungsgleich sind. Auch das Parlament ist bereit, dieses wichtige Archiv zu unterstützen und dafür zu sorgen, dass es erhalten bleibt. Wer schon einmal dort war, wird bezeugen können, dass es sich beim Gosteli-Archiv um eine ganz besondere Sache handelt. Dies gilt alleine schon wegen des Standorts, aber auch wegen der Verbindung mit der dort vorhandenen Bibliothek, als niederschwelliges Kompetenzzentrum für alle, die sich über Frauengeschichte schlau machen und diese erforschen wollen. Die Verbindung mit der Universität ist etwas Einmaliges, das es sonst in Archiven so nicht gibt, und dies muss erhalten bleiben.

Differenzen gibt es nur noch in den Punkten 3 und 4 bei einzelnen Fraktionen. Deshalb komme ich nochmals kurz auf diese Punkte zurück und versuche zu erklären, weshalb der Regierungsrat dort die Überweisung als Postulat und nicht als Motion beantragt.

Ziffer 3 verlangt, dass der Regierungsrat seine Rolle als subsidiärer Partner wahrnimmt, damit mögliche Betriebsbeiträge des Bundes beantragt und ausgelöst werden können. Grundsätzlich ist der Regierungsrat auch der Meinung, für dieses Archiv, welches eben nationale Bedeutung hat, sei eine Verbundlösung, eine Mehrsäulenfinanzierung, das Richtige. Aber ein verbindlicher Auftrag, eine Partnerschaft wahrzunehmen, macht aus unserer Sicht nur dann Sinn, wenn eine solche besteht. Und bisher besteht eben noch keine solche Partnerschaft. Die Regierung ist hier auch ein wenig «gebrannt» von den Erfahrungen mit dem Politforum Käfigturm, bei welchem sich der Bund trotz des nationalen Themas aus der Partnerschaft verabschiedet hat. Die Regierung möchte den Ball aufnehmen und im Rahmen des Postulats prüfen, ob es möglich ist, gemeinsam mit dem Bund eine Verbundlösung zu schaffen, sodass der Bund, der Kanton Bern, vielleicht auch die Universität und andere diese gemeinsame Lösung mittragen. Im Moment möchte er sich jedoch auf eine Prüfung beschränken, weil diese Mehrsäulenfinanzierung so derzeit noch gar nicht besteht und man dies zuerst abklären muss.

In Ziffer 4 verlangt die Motion, die in der Denkmalspflegegesetzgebung vorgesehenen Möglichkeiten müssten verbindlich genutzt werden. Auch hier beantragt die Regierung, dies in der weniger verbindlichen Form des Postulats zu überweisen. Es ist richtig, dass die Denkmalspflegegesetzgebung Möglichkeiten vorsieht, Archive als bewegliche Denkmäler zu unterstützen. Diese Rechtsgrundlage ist wichtig. Ob es aber genau die richtige Rechtsgrundlage ist, um das Gosteli-Archiv langfristig zu unterstützen, muss man noch genau abklären. Es ist durchaus auch denkbar, dass es eine neue, spezifische Rechtsgrundlage braucht, die dann genau auf diese Verbundlösung zugeschnitten ist. Deshalb möchte der Regierungsrat Ziffer 4 als Postulat entgegennehmen, um die entsprechenden Prüfungen vorzunehmen. Das soll jedoch nicht etwa gegen das Anliegen sprechen. Wir sind selbstverständlich der Meinung, es brauche hier eine Lösung. Diese Lösung benötigt jedoch ein rechtliches Fundament, und deshalb möchte man ja auch die wichtige Ziffer 2 als Motion annehmen.

Frau Grossrätin Linder hat noch gefragt, ob ich zur Abschreibung von Ziffer 5, zur Zusammenarbeit zwischen Staatskanzlei und Denkmalspflege, etwas sagen könnte. Der Regierungsrat beantragt die Abschreibung dieser Motionsziffer, weil diese Zusammenarbeit alleine schon bei der Vorbereitung dieses Geschäfts gut gespielt hat. Man hat die Vorstossantwort gemeinsam mit der Denkmalspflege und der Erziehungsdirektion im Mitberichtsverfahren konsolidiert. Und man wird diese Zusammenarbeit mit der Denkmalspflege auch auf dem weiteren Weg im Rahmen eines Projekts weiterführen, wenn der Grosse Rat den Vorstoss nun wie vorgeschlagen überweist. Denn es ist nur gemeinsam mit dem Amt für Kultur und der Denkmalspflege möglich, eine solche Verbundlösung aufzugleisen. Deshalb ist eine Abschreibung von Ziffer 5 aus unserer Sicht das Richtige. Diese Zusammenarbeit besteht bereits, und wir haben den Tatbeweis dafür schon bei der Vorbereitung dieses Geschäfts erbracht.

La présidente. Wünscht die Mitmotionärin nochmals das Wort? – Das ist der Fall.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Vielen Dank für die angeregte Diskussion. Besten Dank auch an Herrn Staatsschreiber Auer für die klärenden Antworten. Der Staatsschreiber hat uns Motionärinnen und den Motionär in der Ferne überzeugt, dass es sinnvoll ist, diese Prüfungen vorzunehmen. Mir ist ehrlich gesagt ein gut überwiesenes Postulat lieber als eine knapp überwiesene Motion oder gar eine schmerzhaft Bruchlandung, falls die Motion nicht durchkäme. Ich danke für die Unterstützung.

La présidente. Ich habe den Schluss nicht ganz mitbekommen. Könntest du nochmals wiederholen, was die Änderung ist?

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Es gibt keine Änderung, wir folgen dem Antrag der Regierung und wandeln die Punkte drei und vier in ein Postulat.

La présidente. Der Regierungsantrag bezieht sich ja auf die einzelnen Ziffern. Ich schlage deshalb vor, ebenfalls ziffernweise über den Vorstoss abzustimmen. Sind Sie damit einverstanden? – Das ist der Fall. Wir starten mit Ziffer eins der Motion. Hier wird Annahme und gleichzeitige Abschreibung beantragt. Wer der Ziffer eins annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 146

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer eins überwiesen. Wer Ziffer eins abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 144

Non 5

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer eins abgeschrieben. Wer Ziffer 2 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 149

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer zwei angenommen. Ziffer drei wurde in ein Postulat gewandelt. Wer dieses annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3; adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 148

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer drei als Postulat angenommen. Wer Ziffer vier als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4; adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 149

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Auch Ziffer vier wurde als Postulat angenommen. Wer Ziffer fünf der Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 148

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer fünf angenommen. Wer sie abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 5)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 137

Non 10

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer fünf abgeschrieben. Demnach hätte ich gleichwohl alles in einem Paket behandeln können, aber aufgrund der Voten war ich der Meinung, ich könne nicht alles in einer Abstimmung durchführen lassen. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der Staatskanzlei. Ich bedanke mich bei Herrn Staatsschreiber Christoph Auer und wünsche ihm einen schönen Nachmittag.